

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1138^e
SÉANCE



Lundi 30 octobre 1967,
à 16 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 46 de l'ordre du jour:

Activités opérationnelles pour le développement (suite):

- a) *Activités du Programme des Nations Unies pour le développement: rapports du Conseil d'administration;*
- b) *Activités entreprises par le Secrétaire général* 163

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite) [A/6703, chap. XIII, sect. I et II]:

- a) *Activités du Programme des Nations Unies pour le développement: rapports du Conseil d'administration (A/6809, E/4297, E/4398);*
- b) *Activités entreprises par le Secrétaire général (A/6841)*

1. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine), exerçant son droit de réponse, rappelle que c'est par intérêt pour l'interprétation que donnent les dirigeants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de la coordination des activités entreprises dans le cadre du Programme que sa délégation a demandé que leurs déclarations soient distribuées en tant que documents officiels de la Commission. Il se demande si l'observation se voulant ironique formulée à cet égard par le représentant du Royaume-Uni implique que ce pays fera au Fonds d'équipement des Nations Unies une contribution plus importante que la RSS d'Ukraine. Celle-ci tient à préciser que, contrairement aux vœux des pays capitalistes, elle n'entend nullement les concurrencer pour ce qui est de restituer aux pays en voie de développement une partie des ressources dont ils ont été honteusement spoliés par l'exploitation coloniale.

2. M. LUBBERS (Pays-Bas) se félicite de l'action du PNUD et de ses dirigeants. Le Programme est en expansion notable comme l'indiquent le nombre de projets approuvés, mis en train et achevés, le volume des investissements qui leur ont fait suite et le montant des contributions annoncées pour le prochain exercice. Par ailleurs, l'élargissement de la portée des projets et la complexité des services fournis contribuent à faire du Programme le centre où s'établit la coopération indispensable aux activités d'assistance de l'ensemble des organismes des Nations Unies. Toutefois, cette expansion des activités en-

gendre des problèmes d'ordre administratif et, si l'assistance en matière de préinvestissement est devenue une réalité tangible, les pays en voie de développement ont un besoin considérable d'investissements directs dans les secteurs de production afin de pouvoir diversifier leurs économies et ouvrir de nouveaux marchés à leurs exportations. Ces investissements sont traditionnellement financés par l'épargne nationale et les capitaux privés étrangers, encore que ces derniers ne sont vraiment rentables que lorsqu'ils sont utilisés dans le cadre de plans nationaux de développement. M. Lubbers se demande dès lors si le PNUD peut contribuer à stimuler ces investissements, surtout dans certains secteurs industriels directement productifs, et s'il peut convaincre les investisseurs éventuels des pays industrialisés qu'il n'est guère avisé, à long terme, de ne s'intéresser qu'aux marchés de capitaux des seuls pays occidentaux. Il n'est guère aventureux de penser que le PNUD peut contribuer à résoudre ces questions et le Gouvernement néerlandais fonde de grands espoirs sur la coopération active entre le PNUD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

3. La délégation néerlandaise se félicite de l'approbation par le Conseil d'administration, à sa quatrième session, du programme d'assistance technique 1967-1968 pour l'Indonésie, ainsi que de l'établissement de nouvelles directives concernant les projets pilotes et de démonstration. Elle prend note avec satisfaction de la décision de ramener de 10 p. 100 à 8 p. 100 la réserve pour imprévus, libérant ainsi quelque 15 millions de dollars de crédits supplémentaires au profit de nouveaux projets de l'élément Fonds spécial du PNUD. Par ailleurs, elle espère que la nouvelle procédure de programmation de l'élément Assistance technique du PNUD aura d'heureux effets, et elle est disposée à appuyer le projet de résolution élaboré à ce sujet par le Conseil d'administration du PNUD et recommandé pour adoption par l'Assemblée générale dans la résolution 1250 (XLIII) du Conseil économique et social.

4. La délégation néerlandaise entrevoit pour le PNUD la possibilité d'un élargissement par l'introduction d'un "troisième volet" comme le suggère le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/6701/Add.1). Peut-être pourrait-on faire preuve de plus d'ambition encore et envisager un avenir où les Membres de l'Organisation chercheraient de concert à résoudre le problème du sous-développement sur la base d'une charte du développement et selon les principes d'une stratégie internationale.

5. M. ABEL (Etats-Unis d'Amérique) rend hommage aux éminentes qualités de M. Hoffman dont la présence

à la tête du PNUD est un gage de succès, et il se félicite de l'excellent travail accompli par le Conseil d'administration à ses troisième et quatrième sessions.

6. Jamais jusqu'à présent autant de nations ne s'étaient mieux accordées à reconnaître la nécessité de combattre la misère humaine, mère de la violence et de la guerre. La Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au PNUD d'octobre a été très significative à cet égard, et si l'objectif espéré n'a pas été atteint, l'augmentation du montant global des contributions annoncées n'en a pas moins été appréciable. D'autre part, de nombreux pays — dont les Etats-Unis — s'efforcent davantage d'achever leur assistance extérieure par la voie multilatérale. A la longue, ces efforts ne peuvent qu'assurer au PNUD des ressources accrues. Toutefois, il faut à cette fin que le programme et les institutions spécialisées soient en mesure de gérer des programmes plus vastes, ce à quoi tendent les consultations actuellement en cours.

7. Le Gouvernement des Etats-Unis appuie la recommandation du Conseil d'administration tendant à refondre les procédures de programmation de l'élément Assistance technique du PNUD de manière à permettre une plus grande souplesse dans la présentation et l'approbation des demandes. Par ailleurs, la délégation des Etats-Unis est favorable à la poursuite du programme ordinaire — complément indispensable du programme de l'élément Assistance technique du PNUD — ainsi qu'à la recommandation tendant à prolonger pour la durée de l'exercice commençant le 1er janvier 1969 l'autorisation d'utiliser des fonds de l'élément Assistance technique en vue de l'envoi de personnel d'exécution aux gouvernements qui en font la demande, en attendant que soit achevée l'étude à ce sujet.

8. On n'ignore pas le délai considérable qui sépare la découverte d'une vérité scientifique de sa transposition en programmes et en objectifs. A cet égard, dans la déclaration qu'il a faite lors de la 1109ème séance, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a indiqué deux domaines où il est possible de faire échec à ce phénomène, à savoir la démographie et les protéines. On dispose maintenant d'une base scientifique d'évaluation des mérites comparés des programmes de régulation des naissances et de production. Il conviendrait d'examiner en détail cette question délicate, mais importante, afin de formuler des programmes répondant aux besoins particuliers de chaque pays. En ce qui concerne le deuxième domaine, les hommes de science ont dévoilé de nouveaux aspects de l'importance des protéines. En conséquence, la délégation des Etats-Unis estime que l'on devrait utiliser certaines ressources du PNUD à des projets répondant à l'accroissement des besoins et des exigences qui se manifestent dans ces deux domaines.

9. Certains aimeraient que le PNUD réserve une partie de ses ressources à certains aspects donnés du développement. M. Abel, quant à lui, estime que le Programme est autorisé à entreprendre des projets dans pratiquement tous les secteurs du dévelop-

pement et que les priorités doivent être fixées par les seuls pays demandeurs.

10. M. RANKIN (Canada) rappelle que son gouvernement a déjà eu plusieurs fois l'occasion, en 1967, de marquer sa satisfaction à propos des activités tant du PNUD que du programme ordinaire d'assistance technique. Il est heureux de constater que la fusion des deux éléments du Programme porte davantage de fruits; il importe maintenant, surtout en ce qui concerne les activités consécutives à la réalisation de projets de préinvestissement, de susciter davantage encore l'intérêt des détenteurs de capitaux, et notamment des investisseurs privés.

11. La délégation canadienne a le plaisir de noter que les contributions annoncées pour 1968 ont augmenté de 7 p. 100 par rapport à 1967, atteignant 185 millions de dollars. Elle regrette cependant que l'objectif annuel de 200 millions de dollars n'ait pas été atteint. La question de l'augmentation des ressources revêt en effet une importance primordiale.

12. Le Gouvernement canadien note avec satisfaction le rôle croissant des représentants résidents dans les activités extérieures du Programme, ainsi que l'intégration des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à leurs bureaux en tant que conseillers agricoles. Plus récemment, un autre accord satisfaisant a été conclu, prévoyant l'affectation de représentants de l'ONUDI auprès de certains représentants résidents en tant que conseillers industriels.

13. Enfin, la délégation canadienne attache beaucoup d'importance à une collaboration étroite entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale comme celle qui est dispensée par le PNUD.

14. M. LOUYA (République démocratique du Congo) dit que sa délégation est satisfaite du travail accompli par le PNUD et que le volume de son assistance témoigne de l'importance de cet organisme.

15. Il regrette toutefois qu'en dépit de l'ampleur de ses activités, le PNUD ait trop dirigé jusqu'ici ses efforts dans un seul sens, celui des projets de préinvestissement. La délégation congolaise estime en effet qu'il doit dépasser ce cadre relativement étroit et faire notamment dans ses préoccupations une place accrue à la création d'usines pilotes.

16. Le problème des ressources financières du Programme ne manque pas d'inquiéter la délégation congolaise, qui regrette la lenteur qui se manifeste dans ce domaine.

17. Enfin, elle approuve la recommandation tendant à autoriser le prélèvement de fonds pour l'envoi de personnel d'exécution, ainsi que la résolution 1250 (XLIII) du Conseil économique et social concernant la préparation, l'approbation et l'exécution de projets intéressant l'élément Assistance technique du PNUD.

18. M. DEWULF (Belgique) constate avec satisfaction que la machine administrative du PNUD fonctionne d'une manière satisfaisante. Aux activités traditionnelles, qu'il s'agisse de projets agricoles ou d'animation rurale, s'ajoutent désormais des initiatives nouvelles telles que les projets d'usines pilotes. Le représentant de la Belgique fait observer à ce propos

que les projets les plus faciles à réaliser, pour peu qu'on les aborde dans un esprit empirique, intéressent les petites et moyennes entreprises. On a mis à juste titre l'accent à la séance précédente sur l'importance des activités sur le terrain. Le rattachement récent des représentants de la FAO et de l'ONUDI aux bureaux des représentants résidents à la suite d'accords entre le PNUD et les institutions spécialisées présente à cet égard un grand intérêt. Les représentants résidents peuvent contribuer à coordonner l'aide bilatérale et multilatérale, à dégager les priorités nationales et à encourager la planification. S'agissant des difficultés rencontrées sur le plan du recrutement, M. Dewulf approuve la suggestion de faire appel aux équipes intégrées et aux sous-traitants, et exprime l'espoir que le PNUD s'engagera dans cette voie. La Belgique est pour sa part disposée à mettre au service du Programme ses experts et ses bureaux d'étude. La délégation belge approuve les procédures recommandées par le Conseil d'administration en ce qui concerne les projets entrepris au titre de l'élément Assistance technique du PNUD.

19. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) estime que les activités du PNUD au cours de la période considérée ont été marquées par un certain nombre de réalisations positives, en particulier dans le domaine de la formation de personnel national et de l'étude des ressources naturelles. Toutefois, de nombreuses insuffisances ont été relevées tant au cours des débats du Conseil d'administration à sa quatrième session (voir E/4398) qu'à la quarante-troisième session du Conseil économique et social. Le Programme n'exerce pas encore d'influence notable sur la solution des principaux problèmes que pose le développement économique des pays en voie de développement; le choix de projets ayant une importance capitale pour l'exécution des plans économiques des pays bénéficiaires ne fait pas l'objet de toute l'attention voulue; on ne tient pas compte du principe d'une répartition géographique équitable lors du recrutement des experts et des fonctionnaires du Secrétariat; les ressources des pays socialistes sont faiblement utilisées et, enfin, la coordination des activités de préinvestissement et d'investissement proprement dit ainsi que la promotion d'usines pilotes laissent encore à désirer. On a parfois l'impression que les projets de préinvestissement sont sélectionnés uniquement en fonction de l'intérêt qu'ils présentent pour d'éventuels investisseurs, comme si le Conseil d'administration s'était fixé pour tâche d'aider non les pays en voie de développement, mais les investisseurs privés des pays développés. Les sorties de capitaux des pays en voie de développement s'élèvent à l'heure actuelle pour les seuls revenus d'investissement à près de 6 milliards de dollars par an, et la délégation ukrainienne estime, avec d'autres membres du Conseil d'administration, que les banques et les sociétés privées devraient rembourser les dépenses du Programme relatives aux projets de préinvestissement. Elle tient également à souligner que la création du Fonds d'équipement des Nations Unies ne dispense en rien le Conseil d'administration du PNUD de ses obligations en matière d'investissement. Elle estime que les sous-traitants auxquels est confiée l'exécution d'un projet doivent s'engager à former

des cadres nationaux pour que l'entreprise puisse fonctionner après le départ des spécialistes étrangers. Cette observation vaut également pour les experts du Programme, dont les efforts sont souvent réduits à néant par l'absence ou la pénurie grave de personnel national qualifié.

20. La RSS d'Ukraine collabore activement avec le PNUD et bon nombre de spécialistes ukrainiens travaillent dans les pays en voie de développement. Depuis trois ans, des cours de métallurgie, organisés par le Centre du développement industriel avec le concours du Gouvernement ukrainien, fonctionnent dans la grande ville industrielle de Zaporozjé. M. Kotchoubel fait observer à ce propos que ces cours doivent être financés au moyen des contributions de son pays au programme ordinaire d'assistance technique. Bien que cette question ait fait l'objet d'un accord avec le Secrétariat, certains documents du PNUD n'en prétendent pas moins qu'ils sont financés sur d'autres fonds.

21. En terminant, le représentant de la RSS d'Ukraine déclare que le Conseil d'administration doit refuser toute assistance technique aux pays qui se rendent coupables d'agression ou qui aident les agresseurs à réprimer par la force le mouvement de libération nationale des peuples.

22. M. TANASIE (Roumanie) dit que sa délégation a écouté avec grand intérêt les déclarations du Directeur du PNUD ainsi que de ses collaborateurs qui ont fait apparaître toute l'utilité de l'œuvre accomplie par le PNUD. On peut penser que les activités opérationnelles des Nations Unies se développent suivant une tendance favorable, tant en ce qui concerne leur portée que leur structure et leur efficacité.

23. La Roumanie a en conséquence accru ces dernières années le montant de sa contribution au PNUD, dont une partie a été versée en devises convertibles. L'intérêt qu'elle porte à l'activité d'organismes tels que le PNUD a en effet son origine dans un aspect fondamental de sa politique, qui consiste en la volonté de promouvoir la coopération entre tous les pays.

24. La politique générale suivie par le PNUD lui paraît donc bonne. Cependant, pour garantir son succès, il importe que les activités de cet organisme soient appuyées par les pays eux-mêmes et qu'elles débouchent sur une coopération fondée sur un échange incessant de données d'expérience. De cette manière, le PNUD sera à même de mobiliser des ressources toujours plus considérables.

25. En ce qui concerne le recrutement des experts, l'exécution des projets et les achats d'équipement, il est essentiel qu'à l'avenir on fasse appel à d'autres pays que ceux auxquels on a pris l'habitude de s'adresser en la matière. Pour les experts, la délégation roumaine considère comme un fait positif que, sur les 5 500 spécialistes recrutés pour 1965-1966, 1 250 étaient originaires de pays bénéficiaires de l'assistance. Cette tendance à la diversification ne peut manquer d'avoir pour effet la découverte de nouveaux potentiels dans de nombreux pays.

26. Il convient également d'encourager la coordination entre le PNUD et l'aide bilatérale en ce qui concerne l'exécution des projets; le PNUD ne peut,

en effet, que bénéficier de l'intensification de cette coordination.

27. La Roumanie attache une importance particulière au double domaine de l'industrialisation et du développement des ressources humaines. En ce qui concerne l'industrialisation, elle regrette que celle-ci n'ait pas encore conquis la place qui doit être la sienne. Dans ce domaine, ce ne sont pas des justifications qu'il faut chercher mais uniquement des remèdes, et donc, sur un plan pratique, accroître la collaboration avec l'ONUDI.

28. La délégation roumaine accueille également avec satisfaction la proposition du Conseil d'administration

du PNUD tendant à coordonner les activités du Programme et de ses agents d'exécution avec celles des gouvernements. Pour ce qui est de la suggestion relative à l'exécution des projets d'assistance technique, son adoption contribuerait certainement à une meilleure utilisation des fonds.

29. La Roumanie, qui est membre du Conseil d'administration du PNUD pour les trois années à venir, est décidée à favoriser au maximum l'activité du PNUD et la coopération économique de tous les pays par l'intermédiaire des Nations Unies.

La séance est levée à 17 h 25.